

Liste de questions canoniques pouvant être posées à l'examen oral

1. L'existence d'activités de service public avant la Révolution française
2. Le service public comme critère de compétence du juge administratif
3. L'arrêt Blanco et la théorie du service public
4. Léon Duguit
5. Le service public et la formation du droit administratif
6. L'identification jurisprudentielle du service public
7. Le service public à caractère industriel et commercial
8. Le service public à caractère administratif
9. Le service public par nature

10. Pourquoi Eloka ne prend-il son sens qu'avec Mélinette ?
11. L'arrêt CE, 6 avril 2007, Commune d'Aix-en-Provence
12. Y a-t-il un après-APREI ?
13. La reconnaissance de service public
14. La notion de service public constitutionnel
15. Les services publics imposés par le droit international
16. La privatisation des « grands services publics »
17. Service public et Réforme de l'État
18. La Transformation publique

19. Action Publique 2022
20. Agences et service public
21. Les Services à compétence nationale
22. Les Groupements d'intérêt public
23. Le label France Services
24. Quelles sont les autorités compétentes pour fonder un service public ?
25. Les trois niveaux de gestion du service public et les compétences y attachées
26. Les principaux modes de gestion des services publics par une personne publique
27. L'établissement public, mode de gestion du service public

28. Les différentes formes de régies
29. L'intérêt public local, fondement du service public
30. La notion de service public national
31. Les principaux modes de gestion des services publics par une personne privée
32. L'habilitation à gérer le service public
33. La direction stratégique du service public
34. La gestion opérationnelle du service public
35. L'exécution du service public
36. La notion de délégation de service public

37. La quasi-régie
38. Les contrats entre personnes publiques
39. Coopération horizontale ou verticale entre personnes publiques
40. Service public et agrément
41. La création d'un service public local
42. Les régies locales dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière
43. Les principes constitutionnels de fonctionnement du service public
44. Rolland est mort, vive les principes de fonctionnement garantis !
45. Principe d'égalité et service public

46. L'égalité de traitement dans le service public
47. Service public et principe de continuité
48. L'égal accès au service public
49. La sécurité du service public
50. La gratuité du service public
51. La mutabilité du service public
52. L'accessibilité du service public
53. Service public et principe de qualité
54. Le bon fonctionnement du service public

55. Le service minimum
56. Service public et droit de grève
57. Les discriminations positives dans le service public
58. La notion d'égalité des chances
59. Égalité, laïcité et neutralité dans le service public
60. Service public et principe de neutralité
61. Réquisition et service public
62. La notion de continuité territoriale
63. La réception de la notion de service public par le droit européen

64. L'influence du droit européen sur la notion française de service public
65. Le mandat d'intérêt général
66. Le service universel
67. Altmark et Almunia
68. Le service d'intérêt économique général
69. La notion de service d'intérêt général
70. Les services non économiques d'intérêt général
71. Les services sociaux d'intérêt général
72. Service public, services d'intérêt général, services sociaux d'intérêt général

73. Corbeau et Almelo
74. Les obligations de service public et leur compensation en droit européen
75. La directive Concessions 2014/23/UE et le droit du service public
76. La concession de service public. Origine, définition, nature.
77. L'affermage
78. La régie intéressée
79. Le marché de partenariat
80. La notion de PPP
81. La SEMOP